

Tableau de bord de l'économie n°17

Décembre 2017



Luxembourg

Le taux de chômage repasse sous la barre des 6% fin octobre 2017, à un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis près de six ans. L'Adem enregistre un reflux de 6% sur un an du nombre de demandeurs d'emploi. La Commission européenne a révisé à la baisse la croissance luxembourgeoise pour 2017, à 3,4% contre 4,3% précédemment, tandis que le Statec table sur une progression de 3,4%. Le Budget de 2017 avait tablé sur une croissance bien plus élevée, de 4,6%.

D'après le Statec, les salaires nominaux ont augmenté pour le troisième trimestre consécutif, soit une progression annualisée de 3,9%, les prix de vente des logements au Luxembourg ont cru de 6,5% à la fin de la première moitié de 2017, après une hausse déjà soutenue de 6% en 2016 et les recettes fiscales ont progressé sur les 10 premiers mois de 6,9% annualisé soit (+800 Mio EUR) nonobstant la réforme fiscale de 2017 ainsi que la révision des prévisions de croissance. L'optimisme à l'égard de l'économie se reflète d'ailleurs dans l'indicateur de confiance de la Banque Centrale du Luxembourg, qui révèle une hausse des anticipations d'épargne des ménages et de leurs attentes relatives au contexte économique général au Luxembourg.

Alors que le Grand-Duché pleure la non installation de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) qui se relocalisera à Paris, l'Observatoire de la compétitivité (2017) dresse un tableau honorable de l'économie du pays au regard de l'indicateur agrégé (4^{ème} sur les 28 de l'UE) mais lui reproche le manque de résultats s'agissant de la diversification économique, du développement industriel, de la recherche et de l'environnement.



Zone euro

La croissance de la zone euro devrait terminer l'année 2017 à 2,1% selon la Commission européenne. Il s'agirait d'une prévision à peine inférieure à celle des USA qui serait de 2,2% en 2017 selon le FMI, sachant qu'elle s'établirait à 4,6% pour les économies émergentes et à 3,6% pour l'économie mondiale. Selon Eurostat, l'inflation dans la zone euro était de 1,4% en octobre 2017, au plus haut par rapport au taux de 0,5% d'octobre 2016 (augmentation du prix du pétrole). Le chômage poursuit une baisse prononcée, puisqu'il est passé de 9,6% en janvier 2017 à 8,9% à la fin du

troisième trimestre.

De janvier à septembre 2017, les exportations de biens de la zone euro en direction du reste du monde se sont chiffrées à 1624,9 milliards d'euros (+7,4% par rapport à 2016) et les importations à 1454,5 milliards d'euros (+10,4% par rapport à 2016) selon Eurostat. Par conséquent, la zone euro a enregistré une nette diminution de son excédent en un an. Cette « performance économique » relance le débat sur la force de l'euro sur le marché international des devises.

Les investissements publics sont au plus bas depuis 1995 dans la zone euro en pourcentage du PIB, alors qu'ils « génèrent de la demande plus efficacement que la hausse des retraites ou de la consommation publique » (Comité budgétaire européen).



Monde

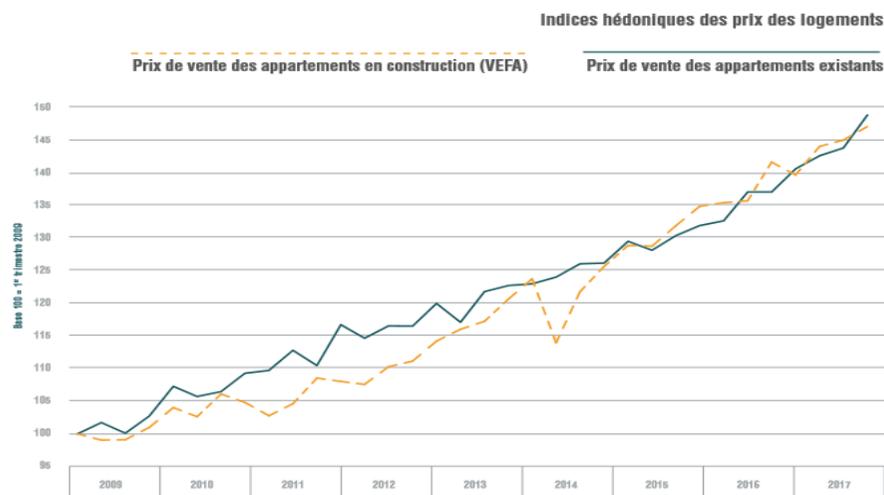
Les Brics, qui représentent pour l'heure 43% de la population et 20% du PIB mondial, seraient à l'origine de 50% de la croissance économique mondiale, bien que les performances demeurent très hétérogènes dans le groupe. Lors de la conférence annuelle de 2017, le Tadjikistan, l'Egypte, le Kenya, la Thaïlande et le Mexique ont rejoint l'évènement en qualité d'observateurs afin d'évoquer le plan « Brics Plus », ayant pour objectif d'élargir le bloc.

La Chine souhaite mettre fin à l'hégémonie du billet vert en émettant des contrats « futures » sur le marché du pétrole libellés en yuan et convertibles en or, créant potentiellement le plus important benchmark pétrolier de l'Asie, ce qui permettrait aux pays exportateurs de contourner le fameux système du pétrodollar au profit du pétroyuan.

Le président vénézuélien souhaiterait créer une monnaie virtuelle baptisée du nom « petro » dont la valeur serait basée sur le pétrole, le gaz ainsi que les stocks d'or et de diamants du pays. Cette nouvelle mesure permettrait selon Maduro de « progresser en matière de souveraineté monétaire, pour procéder à ses transactions financières malgré le blocus financier »

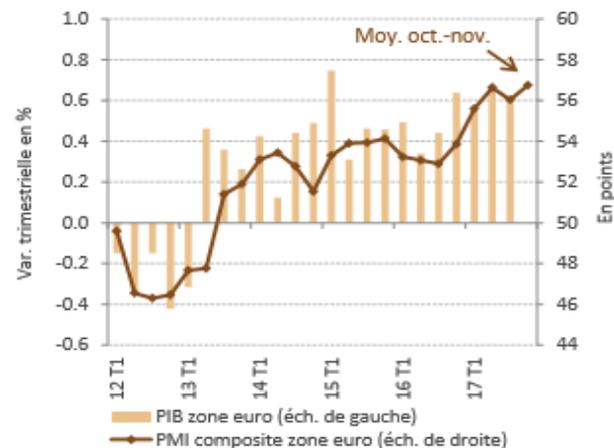
Jean-Claude Trichet prédit une nouvelle crise. Il fonde son raisonnement sur l'endettement total (public et privé) en proportion du PIB consolidé mondial qui représenterait, [selon le FMI](#), 235% de ce dernier. Depuis la crise de 2008, nous assisterions à un transfert d'endettement massif des états avancés vers les économies émergentes.

Graphique 1 : Prix de vente logements anciens et neufs au Luxembourg (2009-2017)



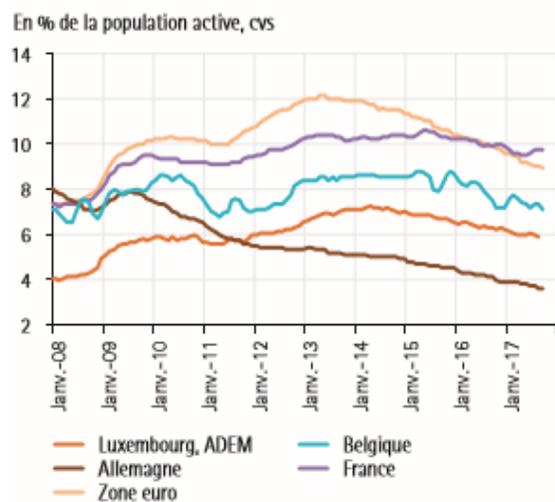
Source : Statec

Graphique 2 : PIB et indice PMI de la zone euro (2012-2017)



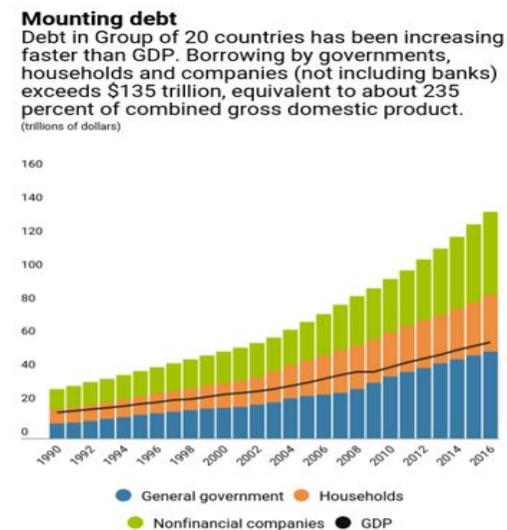
Sources : Eurostat, Markit Economics, Statec

Graphique 3 : Evolution du taux de chômage de la Grande Région (2008-2017)



Sources : Eurostat, Adem, Statec

Graphique 4 : Evolution du PIB et de la dette des pays du G20 (1990-2016)



Sources : FMI, Bank for International Settlements, Haver Analytics, World economic outlook database

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Muriel Bouchet, tél: 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél: 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Vincent Hein, tél: 42 39 39 533, vincent.hein@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél: 42 39 39 486, sarah.mellouet@fondation-idea.lu

Thomas Valici, tél: 42 39 39 359, thomas.valici@fondation-idea.lu

www.fondation-idea.lu

